

Pour changer vraiment à Massy !

Le maire sortant, élu en 1995 à la tête d'une majorité de droite, voudrait aujourd'hui nous faire oublier sa couleur politique et se présente à la tête d'une liste « apolitique » et sans programme. Une telle démagogie ne doit pas semer d'illusion sur la nature réactionnaire du personnage, qui n'a pas hésité en 1998 à signer la pétition anti-pacs organisée par la droite la plus homophobe et conservatrice, ou à affirmer son mépris des gens du voyage qu'il refuse d'accueillir sur la commune malgré la loi. V. Delahaye est totalement discrédité par sa gestion chaotique de la ville, opposée à la satisfaction des besoins de la grande majorité de la population et il temps que son mandat s'achève.

Après bien de péripéties, PS, PCF, Massy Autrement, Verts et Changer Massy, sont enfin arrivés à conclure un accord électoral. Pour battre V. Delahaye et en finir avec la politique de la majorité de droite, la liste conduite par J. Guedj se devait d'être crédible, faire oublier ses déboires avec l'ancien maire socialiste C. Germon, et convaincre une majorité de Massicois que l'avenir serait radieux avec la gauche dite « plurielle ». Difficile pourtant de trouver dans la timidité du programme de cette gauche là de quoi répondre aux aspirations populaires. Comptant mener une campagne tranquille, basée sur la communication autour d'un candidat « branché », la liste Guedj vient de vivre le pire des cauchemars avec le retour annoncé de l'ancien député-maire, et conseiller municipal sortant Claude Germon, dont la folie des grandeurs et les mœurs politiques (affaire de la Sages...) sont encore dans la mémoire des Massicois.

Une victoire de la gauche massicoise n'aurait de sens qu'à condition d'aller plus loin que les propositions fort timorées du programme présenté par la gauche plurielle dans la voie d'une gestion démocratique de la ville pour la satisfaction des besoins sociaux de la population.

Oui à une politique 100% à gauche

Les élections municipales sont de celles qui intéressent le plus la population; effet de proximité dit-on. Pourtant la politique des collectivités locales est largement dépendante des grandes orientations prises au niveau national et européen. Aussi dans ces élections il importe de dire que nous en avons assez de voir les bénéfices des entreprises exploser, les riches s'enrichir, l'Etat engranger des « cagnottes » et réduire les impôts des plus riches, tandis que les salariés ne profitent pas de la croissance, que le chômage, les licenciements et la précarité de l'emploi n'en finissent pas (près de 2000 chômeurs à Massy pour 37 700 habitants au dernier recensement!) Ce que nous subissons quotidiennement, dans notre emploi ou notre privation d'emploi, dans notre vie dans la cité, c'est le produit d'une politique. Celle des profits toujours plus importants pour quelques-uns, mais pour beaucoup, les licenciements, la flexibilité, les délocalisations, les privatisations. Toujours plus d'insécurité économique et sociale, surtout pour les plus démunis. Une politique pour laquelle tout devient marchandise, monnayable: la santé, l'éducation, l'air, l'eau, et bien sûr les femmes et les hommes qu'on peut pressurer et jeter comme des kleenex.

Pour gérer la commune, la région, ou le pays dans l'intérêt des populations, il faut de la volonté politique et des moyens. Il faut prendre l'argent sur les profits, imposer un contrôle démocratique par les populations

boursier, au détriment des budgets de l'Etat, des départements et des communes. A ces élections, la LCR présente ou participe à des listes dans 80 villes en France (dont Evry), des listes opposées sans ambiguïté à la droite et l'extrême-droite. Que ce soit à Massy ou ailleurs, la droite défend comme toujours une politique pro-patronale, qui frappe les exploités et les opprimés, quand elle ne sombre pas dans l'affairisme, comme l'illustre le cas Dugoin, ancien président du Conseil général de l'Essonne, ou les scandales de la mairie de Paris avec Chirac et Tiberi, entre autres... Mais les candidats soutenus par la LCR refusent clairement la politique d'austérité de la gauche gouvernementale et de ses partis. Malgré l'absence d'une telle liste à Massy, la LCR affirme sa volonté d'être présente dans cette campagne, avec tous ceux et celles qui souhaitent créer les conditions pour faire vivre à Massy une alternative politique résolument à gauche.



Pour nous contacter :

Fédération LCR de L'Essonne - BP 120, 91004 Evry cedex
LCR Massy : lcrmassy@free.fr / tel 06 82 94 59 51

Des propositions 100% à gauche pour Massy !

Démocratie locale : oui mais avec la population !

Il faut rompre avec le fonctionnement sclérosé des institutions et des pratiques qui éloignent les gens de la politique : interdire le cumul des mandats, refuser le pouvoir exorbitant des maires, et du parti majoritaire, qui s'exerce au détriment du fonctionnement collectif du conseil municipal, exiger des élus qu'ils rendent des comptes et les soumettre régulièrement au contrôle et à la critique de leurs électeurs. « Informer » et « débattre » avec la population des décisions déjà prises, est une vision réductrice de la démocratie. Ce ne sont pas des commissions extra-municipales ou conseils de quartier, tels qu'ils sont proposés par le candidat J. Guedj « avec possibilité de proposition et suivi (de) petits travaux ou animations », qui permettront aux Massicois d'avoir leur mot à dire sur la gestion du quartier ou de la ville.

Une municipalité 100% à gauche organiserait des consultations d'initiatives populaires (avec information des différentes propositions, débats et vote des populations), sur les villes, quartiers ou zones d'habitat concernée par un projet. Ces consultations référendaires doivent être ouvertes à tous les résidents, y compris les étrangers privés du droit de vote, selon le principe : un résident égal une voix.

Une municipalité 100% à gauche instaurerait un « budget participatif » élaboré, décidé et contrôlé par des assemblées régulières d'habitants dans les quartiers. La municipalité de Porto Alegre au Brésil (1,5 millions d'habitants) le fait depuis 12 ans, suivie maintenant par des dizaines d'autres villes. Et ça marche ! L'élaboration des besoins essentiels, les choix d'investissements prioritaires ne peuvent s'effectuer sans la prise en charge effective des décisions, par les populations elles-mêmes, selon un calendrier établi, avec le temps nécessaire à des réunions de délégué-e-s de quartiers et à leur formation (juridique, financière...). C'est aussi un moyen de mobilisation lorsque les contraintes que l'Etat impose aux communes empêchent la satisfaction des besoins élémentaires.

Une municipalité 100% à gauche revendiquerait une profonde réforme de la fiscalité locale, tellement injuste ! Elle proposerait une révision de la

valeur locative foncière (qui date de 1970 !), l'exemption de la taxe d'habitation pour les personnes qui ne paient pas l'impôt sur le revenu, et sa compensation pour les finances locales par l'intégration des actifs financiers des entreprises dans la taxe professionnelle. Ces actifs s'élèvent à 20 000 milliards de francs et échappent à la taxation tandis qu'on assiste à un développement effréné de la spéculation ! Imposés au taux minime de 0,3% ils rapporteraient 60 milliards par an.

Dans l'Essonne, le Conseil général dirigé par la gauche plurielle a prévu 4,75 millions de subvention à Danone sous forme d'aménagements routiers pour son centre de recherche de Palaiseau tandis que la direction du groupe prépare 400 licenciements sur les sites d'Evry et de Ris-Orangis !

Une municipalité 100% à gauche écouterait la population laborieuse plutôt que les « besoins des entrepreneurs », contrairement à ce que propose la liste Relançons Massy. Au nom des recettes fiscales générées par la taxe professionnelle, la gauche plurielle défend la soit-disante nécessité de tout faire pour attirer

des entreprises, politique de toute façon identique à celles des communes environnantes, en oubliant que les entreprises, surtout les plus grosses, n'ont que faire de créer des emplois locaux. L'installation d'une entreprise devrait être étroitement conditionnée au nombre d'emplois stables créés au lieu de répondre à une logique clientéliste de course à la seule taxe professionnelle.

Une municipalité 100% à gauche agirait localement contre la mondialisation libérale et défendrait les services publics. Les collectivités locales sont mises à mal par les logiques de la mondialisation financière : les

Etre au service de la population c'est s'engager résolument à soutenir les luttes sociales des travailleurs et des citoyens contre la privatisation des services publics, des équipements sociaux, pour une retraite et une sécurité sociale dignes, contre les licenciements, contre les salaires de misère, pour des logements de qualité et accessibles à tous.

délocalisations d'entreprises s'opèrent dans un arbitraire total, meurtrissant l'emploi ; les élus organisent la concurrence des communes et territoires entre eux, dans un moins disant social et écologique sans fin.

Dans ce contexte, la mise en œuvre de l'intercommunalité, telle que définie par les lois Chevènement-Voinet, n'est en rien une garantie mais s'apparente au contraire à l'instauration d'une supra-communalité contrainte, avec l'éloignement des centres de décisions. Massy en connaît déjà

un triste exemple avec le SEDIF (Syndicat des Eaux de l'Île-de-France), qui a remis la gestion du service de l'eau au tentaculaire groupe Vivendi sans jamais prendre les moyens d'un minimum de transparence et de contrôle des coûts !

Un projet intercommunal 100% à gauche organiserait le retour dans le secteur public de la distribution de l'eau, gérée en régie directe, garantissant l'accès à tous au juste prix.

La sécurité est une exigence pour tous !

Elle ne s'obtiendra qu'en combattant l'insécurité sociale produite par le chômage et la précarité. L'injustice ressentie par beaucoup d'habitants génère rancœurs, conflits, violences. Faut-il rappeler que les premières victimes de la violence sont les jeunes eux-mêmes ? Un jour auteur de violence ou d'incivilité, le même jeune peut-être victime le lendemain d'un vol avec violence. Beaucoup de jeunes en ont ras le bol de la galère, de l'exploitation dans les petits boulots, du mépris des flics...



Aussi la solution n'est pas dans les surenchères « sécuritaire » auxquels se livre actuellement une certaine classe politique, à droite ou à gauche, ni dans la multiplication des polices municipales. Elles doivent être dissoutes, tout comme les Brigades anti-criminalité (BAC), qui au lieu de se concentrer sur la lutte contre le crime organisé se caractérisent surtout par des comportements anti-jeunes et anti-immigrés et une violence injustifiée,

Il faut donner un véritable statut à nos jeunes :

conditions d'études, accès égalitaires aux formations, droit à bénéficier et à gérer des structures socio-culturelles pour recréer une convivialité interculturelle et intergénérationnelle (ouverture de lieux de vie, bars associatifs, salles de jeux, bibliothèques, etc.), accès à l'autonomie par une politique de logements et de transports en commun adaptés aux besoins de la jeunesse (caution pour le loyer, carte de transports gratuite pour les jeunes au chômage ou qui n'ont pas encore d'activité professionnelle rémunérée...)

Il y a un an et demi M. Guedj, vice-président du Conseil général chargé notamment de la prévention spécialisée, annonçait l'intention du département de fusionner certains clubs de prévention. Qu'en sera-t-il à Massy ?

Les clubs, qui sont des associations employant des éducateurs spécialisés, travaillent auprès des jeunes les plus défavorisés, les plus fragiles. La politique des clubs est définie par un conseil d'administration qui se compose d'habitants du quartier, donc bien enracinés dans les réalités locales. Deux clubs existent sur Massy, l'un à Villaine (la Passerelle), l'autre sur le Grand Ensemble (Accueil Jeunes). Pourquoi ce désir de fusion ? on peut craindre que l'objectif soit surtout économique (économie de personnel, notamment administratif, peut-être aussi éducatif) et que les clubs ne soient plus animés par des bénévoles des quartiers mais par les élus politiques dont les priorités ne seraient pas les nôtres : c'est à dire un travail de terrain au plus près des habitants. Ceci serait dévoyer la vocation des clubs de prévention et ne pourrait être accepté.

Massy solidaire, Massy citoyenne

Tel est le vœu de la gauche plurielle. Oui, mais comment être solidaire et citoyen, et ignorer le sort de ces femmes et ces hommes qui, sans papiers, sont exploités par des patrons sans scrupules. Beaucoup vivent et ont de la famille à Massy. Une municipalité 100% à gauche devrait œuvrer contre la politique de criminalisation des sans-papiers, pour l'arrêt des expulsions et la régularisation immédiate de tous ceux qui en ont fait la demande!



LA « REFONDATION »- DÉMOLITION SOCIALE DU MEDEF A ASSEZ DURÉ ! PAR L'ACTION, IMPOSONS DE NOUVELLES CONQUÊTES SOCIALES

Retraites, salaires, emplois : les droits sociaux fondamentaux fortifient les grèves et les manifestations.

400 000 dans les rues ou en grève le 25 janvier, privé-public, pour les retraites. Grève très importante des fonctions publiques le 30 janvier, contre les provocations salariales du gouvernement. Grèves et manifestations dans les hôpitaux le 6 février, pour l'emploi, le service public. Arrêt total du métro parisien le 1er février, pour l'emploi et les salaires. Les salariés de Danone refusent les suppressions d'emplois alors que le trust regorge de bénéficiaires. Les jeunes salariés en grève de la chaîne Pizza-Hut refusent d'être traités comme des bêtes de somme et veulent de meilleurs salaires.

A la veille des élections municipales, la population salariée fait entendre son propre message politique : pas touche aux acquis ! Utilisons les richesses de la croissance, non pour alimenter les circuits financiers, mais pour le bien commun, pour les droits collectifs. Cet avertissement vaut pour les provocations du Medef. Mais aussi pour le gouvernement et la gauche plurielle, qui, malgré de belles paroles, ne veulent pas affronter le projet de démolition sociale patronale. C'est pourtant le bon moment pour imposer des solutions radicalement différentes.

Gérer les retraites sans le Medef, c'est possible !

Le patronat ne supporte pas l'idée que les richesses économiques puissent profiter à tous.

A propos des retraites, l'accroissement de la population des plus de 60 ans est un progrès de civilisation et de santé ; pas un « vieillissement », et surtout pas une catastrophe. Retraites de base retraites complémentaires doivent être financées. Mais le patronat refuse une solution collective, basée sur une répartition nouvelle de la richesse avec une augmentation des cotisations patronales, des salaires et le développement de l'emploi. Le Medef nie les faits, par exemple que la reprise de l'emploi permet des excédents : 200 milliards dans les retraites complémentaires, 100 milliards sur

l'Unedic. Il répand la peur pour promouvoir des solutions individuelles - les fonds de pension - qui lui donneraient la mainmise sur d'énormes circuits financiers et des profits supplémentaires sur le dos des retraités.

Le moment est venu de dire au Medef : stop au chantage ! Les salariés peuvent tous ensemble gérer les retraites, et toute la protection sociale sans le baron Seillères ni l'assureur Kessler.

Pas plus que pour le PARE, la signature d'un accord avec le patronat par deux seules organisations syndicales n'est justifiable ! Renvoyer l'avenir des régimes de retraites au lendemain des élections de 2002 n'est pas la solution. Que se passera-t-il après ? Oui, le gouvernement doit immédiatement assurer par une loi l'avenir du financement des retraites complémentaires et renoncer à suivre le patronat dans la casse des régimes de fonctionnaires. Il doit annoncer des élections générales dans tous les organismes de protection sociale. Privé et public : 37,5 annuités pour toutes et tous, c'est un maximum !

Une contre-offensive maintenant !

Face au mécontentement croissant, les confédérations syndicales ont dû unir leurs forces, ce qui a permis de mobiliser massivement. Même Nicole Notat, d'accord sur le fond avec le patronat, comme sur le PARE, a hésité à le suivre cette fois.

La mobilisation peut briser l'offensive du Medef. C'est le but à fixer : faire échouer la prétendue « refondation sociale » qui n'est que le déguisement d'une démolition sociale. Pourquoi continuer à négocier avec un « partenaire » qui affirme vouloir détruire les droits acquis et le Code du travail, et que c'est à prendre ou à laisser ?

Une autre voie est possible : l'action ! Quitter les chantiers de négociations-bidons à la seule initiative du Medef, organiser des assemblées unitaires dans les entreprises et les localités, pour reprendre l'offensive sur les revendications urgentes, développer les droits de la protection sociale, favoriser la démocratie par l'élection directe des représentants des assurés, interdire les licenciements. Cette lutte d'ampleur nécessite une mobilisation d'ensemble des salariés.

Le 11 et 18 Mars les Massicoises et Massicois vont voter. Tous les Massicois? Non, pas tous.

Si les résidents étrangers ressortissants des pays de l'Union Européenne (qui se sont inscrits) vont pouvoir voter lors de cette élection municipale, tous les autres résidents étrangers non membres de l'U.E bien que Massicois et contribuables, ne pourront pas voter, par la grâce du gouvernement "pluriel", et du PS en particulier (J.Guedj se dit pour le vote des étrangers, mais il se range derrière le PS qui gèle le projet de loi pourtant voté par le parlement l'an dernier)

Saviez-vous que le nombre de conseillers municipaux dépend du nombre d'habitants de la commune? Selon la proportion d'immigrés, une partie des conseillers municipaux ne doivent leurs postes qu'à l'existence de ceux dont on ne demande jamais l'avis.

De même, la commune reçoit de l'état une dotation globale de fonctionnement proportionnelle à la population totale, y compris ceux que ne peuvent pas voter.

Curieusement les listes en présence ne disent pas un mot sur la population Massicoise immigrée, ni font des propositions concernant cette catégorie de Massicois. Alors que les résidents étrangers ressortissants de l'U.E. sont désormais électeurs et éligibles, ils sont curieusement absents de la liste de la gauche plurielle.

Pour une France citoyenne et des droits de l'Homme, Oui au droit de vote des résidents étrangers quelle que soit leur nationalité, à toutes les élections

